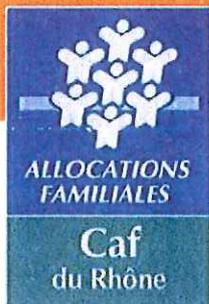


Le contrat enfance et jeunesse

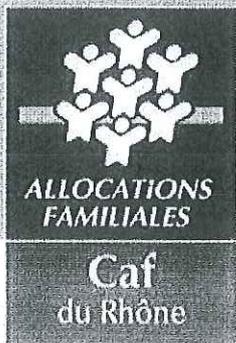


1^{er} avenant (volet enfance)
1^{er} janvier 2014 – 31 décembre 2014



Caluire et Cuire

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Avenant

Entre :

La commune de Caluire et Cuire représentée par Philippe COCHET, Maire, agissant en vertu de la délibération du 20 juin 2014,

Ci-après désigné « le(s) partenaire(s) ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales du Rhône, représentée par **Monsieur Philippe SIMONNOT**, directeur, dont le siège est situé 67 boulevard Vivier Merle 69409 LYON cedex 03,

Ci-après désignée « la Caf ».

Il est convenu que la convention n°2011 10 283 est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

Article 1

Le présent avenant intègre des actions nouvelles dans le champ de l'enfance ou/et de la jeunesse.

Le détail de ces actions figure en annexes 1, 2 et 3 du présent avenant.

Article 2

L'article « 5-2 Mode de calcul de la Psej et révision des droits » de la convention initiale est remplacé par l'article suivant pour les actions nouvelles résultant du présent avenant.

« 5-2 Le mode de calcul de la Psej et la révision des droits »

Le financement de la Psej est détaillé ci-après en annexe 1 de la présente convention.

Les parties à la présente convention conviennent que ce financement peut prendre en compte la réalisation d'actions nouvelles au titre du présent avenant sur une période antérieure à sa date de signature par l'ensemble des parties, à compter du 1^{er} janvier 2014.

La Psej distingue deux types d'actions : les actions nouvelles développées dans le cadre du contrat « enfance et jeunesse » et les actions antérieures, financées dans un contrat avant la signature d'un premier Cej et reconduites dans le présent Cej.

Pour chaque action nouvelle développée dans le présent contrat (cf. annexes 1 à 3), un montant forfaitaire plafonné par action est calculé. Pour une action nouvelle instaurée dans le cadre de la présente convention du fait du présent avenant, ce montant est déterminé selon les formules ci-après :

- (montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,1351 pour les actions nouvelles relevant du champ de l'enfance,
- (montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,09 pour les actions nouvelles relevant du champ de la jeunesse,

les champs de l'enfance et de la jeunesse étant ceux tels que précisés à la présente convention.

Pour les actions antérieures, un montant forfaitaire dégressif est appliqué en référence aux financements antérieurs.

Une même action inscrite dans la présente convention est réalisée par plusieurs des partenaires à celle-ci. En conséquence, le montant forfaitaire précité est calculé par action et est réparti entre chacun de ces partenaires selon un pourcentage prédéterminé. Ce pourcentage figure expressément dans la fiche projet de l'action concernée en annexe 3 de la présente convention.

Le montant annuel forfaitaire de la Psej est versé en fonction :

- du maintien de l'offre existante avant la présente convention. L'offre existante est décrite en annexes 2 et 3 ci-après de la présente convention ;
- de la réalisation des actions nouvelles inscrites à la présente convention ;
- du niveau d'atteinte des objectifs avec notamment le respect de la règle de financement des actions de développement et de pilotage ;
- du respect des règles relatives aux taux d'occupation ;
- de la production complète des justificatifs.

Ce montant peut être revu en cas :

- d'une anomalie constatée dans le niveau de financement du projet ;
- de non respect d'une clause ;
- de réalisation partielle ou absente d'une action.

La Caf applique un taux de réfaction et notifie au partenaire le montant de la réfaction qui est appliquée.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de la Psej. »

Article 3

L'annexe 5.1 intitulée « liste des pièces justificatives » des conditions générales de la convention initiale est remplacée par l'annexe suivante :

« **Annexe 5.1 : liste des pièces justificatives** » du présent avenant.

Article 4 : INCIDENCES DE L'AVENANT SUR LA CONVENTION

Toutes les clauses de la convention initiale, et ses annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Article 5 : EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant, annexes comprises, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2014.

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des signataires.

Fait à Lyon.....

le **23 DEC. 2014** en 3 exemplaires originaux



Philippe Simonnot
Philippe SIMONNOT

Le Maire
de la commune de
Caluire et Cuire

Philippe COCHET

*Habilité par délibération
du 2 février 2015.*

ANNEXES

- Annexe 1** **tableau récapitulatif financier des nouvelles actions**
- Annexe 2** **situation de l'offre et perspectives de développement**
- Annexe 3** **fiches détaillées par action**
 - volet enfance

ANNEXE 1

***TABLEAU FINANCIER RECAPITULATIF
CONCERNANT LES NOUVELLES ACTIONS***

**Tableau récapitulatif financier Global
Contrat : 201110283 CALUIRE ET CUIRE**

Date d'effet : 01/01/2011
Module : CALUIRE 2011

Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	Année 2011	Année 2012	Année 2013	Année 2014	Total
Action nouvelle	Accueil Enfance	Crèches collectives	Crèche interentreprise Périca	3 463,27	3 311,39	3 311,39	3 311,39	13 397,44
		Lieux accueil enfants parents	LAEP LA PETITE MAISON CALUIRE	1 816,20	1 742,55	1 667,36	1 590,77	6 816,88
			LAEP PETIT PAS ET CHOCOLAT	243,77	649,57	662,84	674,46	2 230,64
		Relais assistants maternels	RAM 2	7 665,15	15 598,83	15 598,83	15 598,83	54 461,64
			RAM NOUVEAU	14 633,74	14 633,74	14 633,74	14 633,74	58 534,96
		Jardins d'enfants	EAJE JARDIN GRENADINE	42 171,24	41 717,50	42 554,84	42 554,84	168 998,42
		Multi accueil	EAJE LES GALETS DU RHONE	8 352,12	8 958,47	8 958,47	8 958,47	35 227,53
			EAJE LES PTITS MOUSSES	5 666,25	5 231,16	5 231,16	5 231,16	21 359,73
			EAJE MOSAIQUE	37 169,70	36 718,21	36 718,21	36 718,21	147 324,33
			EAJE TOM POUCE	5 364,41	5 138,38	5 138,38	5 138,38	20 779,55
	Pilotage Enfance	Poste de coordination	Coordination Enfance	3 936,01	3 936,01	3 936,01	3 936,01	15 744,04
TOTAL		ACTION NOUVELLE		130 481,86	137 635,81	138 411,23	138 346,26	544 875,16
Action antérieure	Accueil Enfance	Lieux accueil enfants parents	LAEP LA PETITE MAISON CALUIRE	4 374,90	4 374,90	4 374,90	4 374,90	17 499,60
		Ludothèque	Ludothèque de Caluire	7 301,94	7 301,94	7 301,94	7 301,94	29 207,76
		Multi accueil	EAJE BILBOQUAI	56 564,10	56 564,10	56 564,10	56 564,10	226 256,40
			EAJE BOULE DE GONES	54 646,38	54 646,38	54 646,38	54 646,38	218 585,52
			EAJE LE JARDIN d'EMY	56 801,98	56 801,98	56 801,98	56 801,98	227 207,92
			EAJE LES CALINOUX	22 859,82	22 859,82	22 859,82	22 859,82	91 439,28
			EAJE LES GALETS DU RHONE	32 076,30	32 076,30	32 076,30	32 076,30	128 305,20
			EAJE LES GALPETTES	18 906,34	18 906,34	18 906,34	18 906,34	75 625,36
			EAJE LES PTITS MOUSSES	24 633,32	24 633,32	24 633,32	24 633,32	98 533,28
			EAJE ORANGE BLEUE	82 850,20	82 850,20	82 850,20	82 850,20	331 400,80
	Accueil Jeunesse	Centre de loisirs	ALSH CALUIRE JUNIORS	9 785,12	9 785,12	9 785,12	9 785,12	39 140,48
	Pilotage Enfance	Poste de coordination	Coordination enfance	14 439,34	14 439,34	14 439,34	14 439,34	57 757,36
TOTAL		ACTION ANTERIEURE		385 239,74	385 239,74	385 239,74	385 239,74	1 540 958,96

TOTAL DEGRESSIVITE CONTRAT ANTERIEUR

515 721,60 522 875,55 523 650,97 523 586,00 2 085 834,12

TOTAL

Date d'effet : 01/01/2011
Module : CALUIRE 2014

Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	Année 2011	Année 2012	Année 2013	Année 2014	Total
Action nouvelle	Accueil Enfance	Relais assistants maternels	RAM1 ram2	-	-	-	1 322,92 1 322,92	1 322,92 1 322,92
		Jardins d'enfants	EAJE JARDIN GRENADINE	-	-	-	136,67	136,67
		Multi accueil	achat places LPCR	-	-	-	5 283,65	5 283,65
TOTAL	ACTION NOUVELLE			-	-	-	8 066,16	8 066,16
	TOTAL			-	-	-	8 066,16	8 066,16

ANNEXE 2

***SITUATION DE L'OFFRE A LA SIGNATURE DE
L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL***

ET

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

**ANNEXE 2 : SITUATION DE L'OFFRE A LA SIGNATURE DE L'ENGAGEMENT CONTRACTUEL (1)
ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT**

1 - Actions éligibles

TYPOLOGIE	N° du projet en CEJ	NOM DE L'ACTION	Taux d'occupation de l'existant (1)	Nombre d'unités de référence (2)	Capacité d'accueil de l'existant (1)	2014		2015		2016		2017	
						Nombre d'unités de référence	Capacité d'accueil						
Actions nouvelles	E 9	Jardin Grenadine	78%	27 949 h	35 863 h	27 159 h	36 223 h						
	E 10	Ram 1		1 Etp		1,25 Etp							
	E 17	Ram 2		1 Etp		1,25 Etp							
	E 19	Achat places				10 500 h	13 750 h						

(1) il s'agit de l'existant au 31 décembre de l'exercice civil qui précède la signature de la convention ou de l'avenant suivant le module concerné.
le N-1 de la convention peut donc différer du N-1 de l'avenant

(2) cf. annexe 5.2

ANNEXE 3

FICHES DETAILLEES PAR ACTION

- VOLET ENFANCE



CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
CALUIRE
Etablissement d'accueil du jeune enfant
PROJET N° E 09

NOM DU PROJET : **EAJE JARDIN GRENADINE**
& adresse de l'activité :

TYPE D'ACCUEIL

IDENTIFIANT CAF : 2007 1 0358

FINANCEURS DU PROJET :

nom :
adresse :

COMPETENCES :

Territoire :

GESTIONNAIRE DU PROJET :

nom du gestionnaire : Ville de Caluire et Cuire
adresse :

tel :
e-mail :
fax :
statut :

PROJET :

Nature :
Date de démarrage :
Public bénéficiaire

NATURE DU PROJET

Objectifs en référence au projet social ou aux orientations du CEJ
S'adapter à la demande des habitants de Caluire.

Descriptif du projet (actions / activités prévues, personnel prévu ...)
Ouverture de l'Eaje de 7 h 30 à 18 h 30 (18 h le vendredi).

DONNEES FINANCIERES

	Année référence					
	CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Charges						
Personnel		186 873,04 €	192 556,00 €			
Autres charges		53 101,32 €	42 585,00 €			
Total charges	- €	239 974,36 €	235 141,00 €			
Produits						
Participations familiales		45 943,51 €	45 950,00 €			
Psu / Pso		81 224,44 €	83 802,12 €			
Participation MSA						
Autres subventions						
Subvention Collectivité ou Employeur		112 806,41 €	105 388,88 €			
Subvention CG						
Total produits	- €	239 974,36 €	235 141,00 €			

- Action financée par plusieurs des partenaires à la présente convention selon la répartition entre chaque partenaire définie ci-après :

DONNEES D'ACTIVITE

	Année référence					
	CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Nb de places PMI		27	27			
Nb de places retenues		27	27			
Nb hres ouverture / jour		10,25	10,9			
Nb de jours ouverture / an		138	138			
Nb hres ouverture / an	0	1414,5	1504,2			
Nb d'actes payés 0-4 ou 0-6 ans		27 949	27 159			
Nb d'actes payés 4-6 ans						

DONNEES CALCULEES

	Année référence					
	CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Capacité théorique		38192	38911			
Capacité modulée		35863	36223			
Taux d'occupation		77,9%	75,0%			
Prix de revient par acte		8,59	8,66			
Participation Usagers Moyenne		1,64	1,69			

OBSERVATIONS

Augmentation de l'amplitude horaire journalière au 1er septembre 2014.



CONTRAT ENFANCE ET JEUNESSE
CALUIRE ET CUIRE
Relais assistantes maternelles
PROJET N° E 10

NOM DU PROJET : RAM1
& lieu de l'activité :

IDENTIFIANT CAF : 2010 1 0004

FINANCEURS DU PROJET :

Nom : Ville de Caluire & Cuire et Caf du Rhône
Adresse :
Tel :
E-mail :
Fax :

COMPETENCES :

Territoire :

GESTIONNAIRE DU PROJET :

nom du gestionnaire : Ville de Caluire et Cuire
adresse :
tel :
E-mail :
fax :
Statut :

PROJET :

Nature :
Date de démarrage :

NATURE DU PROJET

Objectifs en référence au projet social ou aux orientations du CEJ

Descriptif du projet (actions / activités prévues, personnel prévu ...)
Mise en place de nouveaux temps collectifs et de permanences d'accueil du public avec augmentation du temps de travail.

DONNÉES FINANCIÈRES

	Année référence CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Charges						
personnel		47 355,00	70 683 €			
autres charges		13 733,00	8 003 €			
Total charges	- €	61 088,00 €	78 686,00 €			

Produits

	Année référence CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Participations familiales						
PS RAM versée au gestionnaire		22 059,00 €	29 013,75 €			
PS RAM retenue CEJ (80%)		17 647,20 €	23 211,00 €			
Subvention MSA						
Autres subventions						
Subvention Collectivité(s)		39 029,00	49 672,25 €			
Sub Collectivité retenue CEJ (Sub Coll + 20 % PS Ram)		43440,80	55475			
Subvention Conseil Général						
Total produits	- €	61 088,00 €	78 686,00 €			

- Action financée par plusieurs des partenaires à la présente convention :
selon les pourcentages de répartition entre chaque partenaire définis ci-après :

DONNÉES D'ACTIVITÉ

	Année référence CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Activité en ETP		100%	1,25			
Prix de Revient		61 088 €	62 948,80 €			



CONTRAT ENFANCE ET JEUNESSE
CALUIRE ET CUIRE
Relais assistantes maternelles
PROJET N° E 17

NOM DU PROJET : RAM2
& lieu de l'activité :

IDENTIFIANT CAF : 2010 1 0975

FINANCEURS DU PROJET :

Nom : Ville de Caluire & Cuire et Caf du Rhône
Adresse :
Tel :
E-mail :
Fax :

COMPETENCES :

Territoire :

GESTIONNAIRE DU PROJET :

nom du gestionnaire : Ville de Caluire et Cuire
adresse :
tel :
E-mail :
fax :
Statut :

PROJET :

Nature :
Date de démarrage :

NATURE DU PROJET

Objectifs en référence au projet social ou aux orientations du CEJ

Descriptif du projet (actions / activités prévues, personnel prévu ...)

Mise en place de nouveaux temps collectifs et de permanences d'accueil du public avec augmentation du temps de travail.

DONNÉES FINANCIÈRES

	Année référence CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Charges						
personnel		43 796,00	62 984 €			
autres charges		11 545,00	4 938 €			
Total charges	- €	55 341,00 €	67 922,00 €			

Produits

	Année référence CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Participations familiales						
PS RAM versée au gestionnaire		22 059,00 €	29 013,75 €			
PS RAM retenue CEJ (80%)		17 647,20 €	23 211,00 €			
Subvention MSA						
Autres subventions						
Subvention Collectivité(s)		33 282,00	38 908,25 €			
Sub Collectivité retenue CEJ (Sub Coll + 20 % PS Ram)		37693,80	44711			
Subvention Conseil Général						
Total produits	- €	55 341,00 €	67 922,00 €			

- Action financée par plusieurs des partenaires à la présente convention :
selon les pourcentages de répartition entre chaque partenaire définis ci-après :

DONNÉES D'ACTIVITÉ

	Année référence CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Activité en ETP		100%	1,25			
Prix de Revient		55 341 €	54 337,60 €			



CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
CALUIRE
Etablissement d'accueil du jeune enfant
PROJET N° E19

NOM DU PROJET : achat places LPCR
& adresse de l'activité :

TYPE D'ACCUEIL

IDENTIFIANT CAF : n° 201401145

FINANCEURS DU PROJET : Ville de Caluire-et-Cuire
nom :
adresse :

COMPETENCES :
Territoire :

GESTIONNAIRE DU PROJET :
nom du gestionnaire : LPCR
adresse :

tel :
e-mail :
fax :
statut :

PROJET :
Nature :
Date de démarrage :
Public bénéficiaire

NATURE DU PROJET

Objectifs en référence au projet social ou aux orientations du CEJ
Compléter l'offre d'accueil sur la commune.

Descriptif du projet (actions / activités prévues, personnel prévu ...)
Achat de 5 places dans l'Eaje HCL à partir du 1er septembre 2014.

DONNEES FINANCIERES

	Année référence CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Charges						
Personnel			49 800,00 €			
Autres charges			37 563,75 €			
Total charges			87 363,75 €			
Produits						
Participations familiales			15 750,00 €			
Psu / Pso			34 413,75 €			
Participation MSA						
Autres subventions						
Subvention Collectivité ou Employeur			37 200,00 €			
Subvention CG						
Total produits			87 363,75 €			

Action financée par plusieurs des partenaires à la présente convention

selon la répartition entre chaque partenaire définie ci-après :

DONNEES D'ACTIVITE

	Année référence CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Nb de places PMI			55			
Nb de places retenues			5			
Nb hres ouverture / jour			16			
Nb de jours ouverture / an			220			
Nb hres ouverture / an			3520			
Nb d'actes payés 0-4 ou 0-6 ans			10 500			
Nb d'actes payés 4-6 ans						

DONNEES CALCULEES

	Année référence CEJ n°1	2013	2014	2015	2016	2017
Capacité théorique			17600			
Capacité modulée			13750			
Taux d'occupation			76,36%			
Prix de revient par acte			8,32			
Participation Usagers Moyenne			1,50			

OBSERVATIONS

Les données financières et d'activité de cette fiche ont été complétées pour une année civile entière. Le système d'information calculera le prorata du droit à partir du 01/09/2014.

LES CONDITIONS GENERALES

Prestation de service Contrat enfance et jeunesse

Octobre 2014

Le cadre général du dispositif « Contrat enfance et jeunesse »

Sont éligibles à la prestation de service Contrat enfance et jeunesse, les nouveaux développements (*) ou/et les développements financés lors de la dernière année du contrat « enfance et jeunesse » précédant le présent Cej, qui concourent à une fonction d'accueil et de pilotage et qui sont maintenus. Seules les fonctions, actions ou charges, inscrites au présent article et figurant dans les tableaux ci-dessous sont, sous réserve du respect des conditions énoncées dans la présente convention, éligibles à la Psej.

Un accueil de loisirs périscolaire et un accueil (garderie) périscolaire ne peuvent pas faire l'objet d'un nouveau développement (*) dans le cadre de la présente convention.

La Psej a vocation à financer essentiellement le développement quantifiable à partir d'unités de mesure retenues pour chaque action : création de places, heures - journées /enfants, poste équivalent temps plein, etc.

La fonction d'accueil des enfants et des jeunes représente au minimum 85 % du montant de la Psej et concerne exclusivement :

- *Les fonctions bénéficiant d'une prestation de service ordinaire :*

CHAMP DE L'ENFANCE	CHAMP DE LA JEUNESSE
Accueil collectif, familial et parental 0-4 ans ¹	Accueil de loisirs ² (H)
Accueil collectif, familial et parental 4-6 ans	Accueil de jeunes ² (H)
Micro-crèche 0 – 4 ans ¹	
Micro-crèche 4 – 6 ans	
Relais assistants maternels	
Lieu d'accueil enfants – parents (H)	

(H) non éligibles au(x) « partenaire(s) employeur(s) »

- *Les actions ne bénéficiant pas d'une prestation de service ordinaire (H) :*

CHAMP DE L'ENFANCE	CHAMP DE LA JEUNESSE
Ludothèque	Accueil (garderie) périscolaire
	séjour de vacances été
	séjour petites vacances
	camp adolescents

(H) non éligibles au(x) « partenaire(s) employeur(s) »

La fonction de pilotage ne peut, en aucun cas, excéder 15 % du montant de la Psej et concerne exclusivement les charges relatives :

CHAMP DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE (H)
Poste de coordinateur
Formations - Bafa / Bafd
Diagnostic ³ initial (cf. annexes 4 et 4 bis de la présente convention)
Ingénierie

(*) Actions nouvelles développées dans le cadre du présent contrat « enfance et jeunesse ».

¹ Application obligatoire du barème des participations familiales établi par la Caisse nationale des allocations familiales.

² Application obligatoire de tarifications modulées en fonction des ressources des familles

³ Diagnostic réalisé avant un Cej dans le cas d'une prévision de nouveaux développements, avec une collectivité territoriale ayant tout ou partie des compétences légales sur le territoire contractuel ou un employeur, sous réserve que le prestataire du diagnostic ne soit pas concerné par la mise en œuvre d'une action inscrite au schéma de développement de la convention « Cej » et qu'il n'excède pas 10 000 €.

(H) non éligibles au(x) « partenaire(s) employeur(s) » sur le champ de la jeunesse

Champ de la convention

Le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement et au maintien d'une offre d'accueil destinée aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus.

Pour « les partenaires employeurs », le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue uniquement au développement de l'accueil destiné aux enfants de moins six ans de salariés des « partenaires employeurs ».

L'ensemble des actions est consigné dans un programme détaillé par action du schéma de développement figurant en annexes 2 et 3 de la présente convention.

Les engagements du(des) partenaire(s) et/ou du(des) partenaire(s) employeur(s)

- au regard des activités et services financés par la Caf :

Le partenaire, le partenaire employeur sont garants de la mise en œuvre d'un projet éducatif et social. Ils s'assurent que les services et/ou activités proposés sont ouverts à tous, qu'ils s'appuient sur un personnel qualifié et un encadrement adapté et qu'ils répondent aux normes de sécurité et d'hygiène.

Ils sont conscients de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement des services et actions couverts par la présente convention, et en conséquence, ils s'engagent à ce que ces services et ces actions n'aient pas une vocation essentielle de diffusion philosophique, syndicale ou politique et à ce qu'ils n'exercent pas de pratique sectaire.

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à optimiser la fréquentation des équipements concernés par la présente convention pour qu'ils atteignent les taux cibles d'occupation. Ces taux doivent être atteints au terme d'une année de fonctionnement.

Pour un équipement précédemment financé au titre de la dernière année du contrat « enfance - jeunesse » (N-1) en qualité d'action antérieure (cf. annexes 1 à 3 de la présente convention), reconduit dans le présent Cej, et soumis à l'atteinte d'un taux cible, la vérification du taux cible d'occupation se fait à compter de la première année du présent Cej, soit l'exercice civil N (*).

Pour une action nouvelle (cf. annexes 1 à 3 de la présente convention) relative à un équipement d'accueil des jeunes enfants et/ou un équipement d'accueil de loisirs, la vérification du taux cible d'occupation se fait à compter de l'exercice civil N+2 par rapport à la date d'effectivité de la nouvelle action.

Les taux cibles d'occupation précités sont respectivement fixés à :

- 70% pour les structures d'accueil des jeunes enfants sur la base des capacités d'accueil agréées par les services de la protection maternelle infantile, ou en cas de refus d'un agrément modulé par les services de Pmi sur la base de la capacité d'accueil déterminée par la Caf dans le respect des règles régissant le Cej ;
- 60% pour les accueils de loisirs, sur la base des capacités prévues en annexe à la présente convention.

(*) N est l'exercice civil de signature de la présente convention par au moins une des parties.

Pour chaque action bénéficiant d'un financement de la Caf dans le cadre de la présente convention, le taux d'occupation et les éléments concourant à sa détermination sont mentionnés dans chaque fiche action correspondante, figurant en annexe 3 de la présente convention.

Le partenaire, le partenaire employeur doivent porter une attention particulière aux coûts de fonctionnement des structures.

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à ce que la Caf soit informée de tout changement survenu dans :

- o le périmètre de ses compétences ;
- o ses missions ;
- o les statuts ;
- o le règlement intérieur ;
- o l'activité ;
- o les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et/ou dépenses) ;
- o le calendrier de mise en œuvre des actions développées ;
- o l'ensemble de ses demandes de financement déposées pour le même objet avec indication du nom ou de la raison sociale du financeur et du montant de financement obtenu.

- au regard du public visé par la présente convention :

Le partenaire, le partenaire employeur s'assurent que :

- o le service offert est de qualité, accessible à tous, qu'il réponde aux besoins du public ;
- o la participation du public à la vie de la structure est effective ;
- o la tarification est modulée en fonction des ressources des familles ;
- o le barème des participations familiales établi par la Cnaf, pour les établissements d'accueil des jeunes enfants, est appliqué ;
- o les règles de confidentialité sont respectées ;
- o les principes d'égalité et de laïcité sont respectés.

- au regard de la communication :

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à faire mention de l'aide apportée par la Caf dans le cadre de la présente convention dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, messages Internet, etc.

- au regard des obligations légales et réglementaires :

Le partenaire, le partenaire employeur s'assurent, pour les équipements et services intervenant dans le cadre de la présente convention, du respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires en matière :

- o d'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service ;
- o d'hygiène, de sécurité, d'accueil du public ;
- o de droit du travail ;
- o de règlement des cotisations Urssaf ;
- o d'assurance ;
- o de recours à un commissaire aux comptes ;
- o de procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

- au regard des pièces justificatives :

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels.

Le partenaire, le partenaire employeur sont garants de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives qui sont détaillées en annexe 5 des présentes conditions générales.

En tout état de cause, ils s'engagent à fournir l'original des pièces justificatives sur simple demande de la Caf.

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'allocations familiales.

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à fournir tout justificatif de dépenses sur demande de la Caf.

- au regard de la tenue de la comptabilité :

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent sur la tenue d'une comptabilité générale et d'une comptabilité analytique distinguant chaque activité et valorisant les contributions à titre gratuit (locaux, personnels, etc.).

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine et des conditions juridiques d'occupation des locaux et du montant des loyers et charges locatives supportées.

Les engagements de la Caisse d'allocations familiales.

En contrepartie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la Caf s'engage à apporter

- o sa contribution à l'élaboration d'un diagnostic partagé (cf. annexes 4 et 4 bis de la présente convention) ;
- o sa contribution à l'évaluation du projet initial (cf. annexes 6 et 6 bis de la présente convention) ;
- o le versement d'une Ps Cej selon les modalités détaillées à l'article « Les modalités de financement » de la 1^{ère} partie de la présente convention relative aux autres conditions que les présentes conditions générales.

Si la convention porte sur une aide financière soumise à conditions (barème, plafond, plancher et seuil d'exclusion), la Caf fait parvenir, chaque année au gestionnaire, les éléments actualisés, ainsi que les documents à compléter, nécessaires au versement de l'aide.

Les pièces justificatives

L'engagement du partenaire ou du partenaire employeur quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention et au paiement

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont détaillées en annexe 5 de la présente convention :

- les pièces nécessaires à la signature de la convention pour l'ouverture du droit,
- les pièces nécessaires au paiement de la Ps Cej et au suivi de l'activité.

La convention est conclue en fonction de ces pièces justificatives.

Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de la convention

Le partenaire, le partenaire employeur doivent pouvoir justifier en permanence de l'emploi des fonds reçus auprès de la Caf.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres caf dans le cadre d'interventions mutualisées procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par la présente convention. Ces contrôles servent à vérifier, la justification des dépenses effectuées dans le cadre de cette convention sans que le partenaire, le partenaire employeur ne puissent s'y opposer.

Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à mettre à la disposition de la Caf et, le cas échéant, de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, bulletins de salaires, comptabilité analytique, registre de présences, ressources des familles, facturation aux familles, autorisation ou avis du Conseil général précisant la capacité d'accueil de l'établissement, déclaration à la direction départementale de la cohésion sociale, organigramme, état du personnel, contrats de travail

Outre la période conventionnelle, la caf peut procéder à des contrôles sur les trois derniers exercices écoulés.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation des sommes versées.

La vie de la convention.

La révision des termes.

Toute modification d'une condition ou d'une modalité d'exécution de la présente convention est définie d'un commun accord entre les parties et fait l'objet d'un avenant à la présente convention.

L'avenant précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis à l'article ci-dessus « Le champ de la convention », ni le terme de l'échéance de la convention.

Les sanctions.

En cas d'inexécution ou de retard dans l'exécution par le partenaire, ou le partenaire employeur, de leurs obligations résultant de la présente convention, sans l'accord écrit de la Caf, celle-ci peut, après examen des justificatifs présentés par le partenaire, ou le partenaire employeur, et avoir préalablement entendu leurs représentants :

- soit suspendre le versement de la prestation de service jusqu'à l'exécution par le partenaire, le partenaire employeur de leurs obligations contractuelles ;
- soit exiger du partenaire, du partenaire employeur le versement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

La Caf en informe le partenaire, le partenaire employeur par lettre recommandée avec avis de réception.

La présente convention pourra par ailleurs être résiliée dans les conditions définies à l'article « La fin de la convention » ci-dessous.

La fin de la convention

Résiliation pour cause de transfert ou de restitution de compétence légale

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception moyennant le respect d'un préavis de trois mois, et sous réserve que la Caf dispose de la délibération du Conseil communautaire, si tout ou partie d'une compétence légale, nécessaire à la réalisation de la présente convention, fait l'objet d'un transfert ou d'une restitution de compétence légale conformément au code général des collectivités territoriales.

Résiliation à date anniversaire

La présente convention pourra être résiliée chaque année à la date anniversaire par l'une ou l'autre des parties signataires, moyennant un préavis de 3 mois adressé par lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « La révision des termes » ci-dessus.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Les recours

Recours amiable :

La Prestation de service étant une subvention, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux :

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

Annexe 4 bis : le diagnostic

L'utilisation au minimum des critères de diagnostic ci-dessous est requise par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf).

Le diagnostic doit apporter des éléments de connaissance ciblés autour d'un socle commun de données déterminées par la Cnaf sur les points suivants :

- l'évolution du contexte local et des besoins ;
- l'analyse des besoins actuels et s'inscrivant sur le moyen et long terme ;
- l'analyse de l'offre existante ;
- l'analyse des partenariats existants ou pouvant être développés ;
- le sens du projet s'inscrivant dans le cadre plus large d'une politique familiale territoriale.

a) L'analyse de l'évolution du contexte local

Cette analyse porte sur la population résidant sur le territoire contractuel. S'il existe un projet d'entreprise, l'analyse portera également sur la population en activité de cette entreprise, qu'elle réside ou non sur le territoire contractuel. Elle recense :

- les données démographiques ;
- les typologies familiales ;
- le niveau de ressources des familles ;
- l'urbanisme et l'habitat ;
- les équipements et services ;
- la vie économique locale.

b) L'analyse de l'offre de service existante

L'analyse de l'offre existante nécessite deux phases préparatoires.

- La première phase vise à renseigner les éléments portant sur la capacité d'accueil, le prix de revient, le taux d'occupation ou de fréquentation, la participation financière de la Caf et du cocontractant, le profil des bénéficiaires et la hauteur de leur participation financière.
- La seconde phase consiste à analyser le fonctionnement des services existants et prend en compte les éléments suivants :
 - accessibilité aux familles : site d'implantation, amplitude d'ouverture, horaires, tarification, etc. ;
 - pertinence du projet au regard de l'environnement et des usagers ;
 - composition et qualification de l'équipe socio-éducative ;
 - place donnée aux familles dans l'expression des besoins et dans le fonctionnement des équipements ou services ;
 - niveau de satisfaction des parents et le cas échéant des jeunes à relier avec le taux d'occupation ou de fréquentation du service ;
 - qualité du partenariat avec la Caf (partenariat d'action, suivi administratif, pièces justificatives, etc.).

Au terme de cette analyse, le service rendu aux familles par l'offre existante pourra être apprécié au regard des besoins et des moyens mobilisés. Il est nécessaire de procéder avec précision à la description et à l'analyse de l'offre existante pour chaque action pouvant bénéficier de la Ps Cej (y compris le cas échéant via la seule dégressivité). Cette précision permettra en cas de difficulté de réajuster le montant de la Ps Cej en cas de non maintien partiel ou total de l'existant.

Le socle d'indicateurs quantitatifs déterminé par la Cnaf figure dans deux tableaux présentés en annexe 4 de la présente convention. Le premier tableau est consacré à l'accueil des enfants âgés de 0 à 5 ans révolus. Le second tableau porte sur l'accueil des enfants jusqu'à 17 ans révolus.

La répartition de l'offre existante avant contrat fera l'objet d'une cartographie précise afin de mettre en évidence le développement de l'offre en fin de période contractuelle.

L'analyse qualitative du fonctionnement des services existants tiendra compte des éléments suivants :

- accessibilité aux familles : site d'implantation, amplitude d'ouverture, horaires, tarification, etc. ;
- pertinence du projet au regard des caractéristiques de l'environnement (social, économique, géographique etc.) et des besoins des usagers du service ;
- qualification et taux d'encadrement de l'équipe socio-éducative ;
- place donnée aux familles dans l'élaboration et la mise en place des projets ;
- niveau de satisfaction des parents et le cas échéant des jeunes ;
- évolution du taux d'occupation ou de fréquentation ;
- prix de revient horaire ou journalier du service comparé avec la moyenne départementale ;
- qualité du partenariat avec la Caf (partenariat d'action, suivi administratif, pièces justificatives ...).

Il est important :

- d'apprécier la participation financière du (des) cocontractant(s), le profil des bénéficiaires, la participation financière des familles, notamment en ce qui concerne les établissements et services d'accueil relevant du décret du 1^{er} août 2000 ;
- de porter une attention particulière au contenu des actions proposées : activités scientifiques et techniques, actions liées à l'environnement, à la solidarité, aux nouvelles technologies.

c) L'analyse des besoins : une démarche concertée

La mise en place d'un comité de pilotage du contrat est préconisée car elle permet d'analyser l'ensemble des informations quantitatives et qualitatives recueillies auprès des familles, des jeunes, des structures, des partenaires et de confronter différents points de vue. Son animation peut être confiée à un coordonnateur.

Les conclusions dégagées par le diagnostic doivent permettre de confronter l'adéquation entre l'offre, les besoins et les moyens mobilisables par les partenaires de la Caf. Sur cette base, les futurs contractants et la Caf peuvent s'accorder sur les orientations à prendre en fonction des besoins à satisfaire et des moyens disponibles. Pour être opérationnelles, ces orientations sont à transformer en objectifs. La formulation des objectifs doit rendre possible la mesure et l'évaluation des résultats attendus (cf. annexes 6 et 6 bis de la présente convention. Au terme du diagnostic seront formulés :

- les enseignements de l'état des lieux, les priorités soulignées par le diagnostic ;
- les priorités retenues par la commune au regard des moyens financiers disponibles ;
- le sens global du projet ;
- les objectifs pour la période contractuelle et les résultats attendus (chiffrés pour les objectifs quantitatifs) ;
- le plan d'actions ;
- le processus d'évaluation).

Annexe 5

Annexe 5.1 : Liste des pièces justificatives

I – Pièces justificatives relatives au(x) signataire(s)

I.1 – Collectivités territoriales – Etablissements publics

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence. Numéro SIREN / SIRET.	
Vocation	Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence).	Attestation de non changement de situation.
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire.	

I.2 – Entreprises (contrat enfance et jeunesse signé avec un employeur)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Vocation	Statuts.	
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	Attestation de non changement de situation.
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET.	

Existence légale	Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois.	Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois.
Pérennité (opportunité de signer)	Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1).	

I.3 – Associations – Mutuelles – Comités d'entreprise (contrat enfance et jeunesse signé avec un employeur)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	<p>Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture.</p> <p>Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles.</p> <p>Pour les comités d'entreprise : procès-verbal des dernières élections constitutives.</p>	Attestation de non changement de situation.
Vocation	Numéro SIREN / SIRET.	
Destinataire du paiement	Statuts.	
Capacité du contractant	Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau.
Pérennité (opportunité de signer)	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau.	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau.

II - Pièces justificatives relatives au CEJ

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Engagement à réaliser l'opération	<p>Pour les CEJ signé avec un employeur : Lettres d'intention des employeurs réservataires de places.</p>	<p>Pour les CEJ signé avec un employeur : Lettres d'intention des employeurs réservataires de places.</p>
Diagnostic territorial	<p>Fiche diagnostic (cf. annexes 4 et 4 bis de la présente convention ; comprenant notamment un état détaillant les structures, activités ou actions existant au cours de l'année précédant la signature de la convention).</p>	<p>Fiche diagnostic (cf. annexes 4 et 4 bis de la présente convention ; comprenant notamment un état détaillant les structures, activités ou actions existant au cours de l'année précédant la signature de la convention).</p>
Ingénierie	<p>Fiche « ingénierie » indiquant le nom et la mission du prestataire</p> <p>Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature de la convention</p>	<p>Fiche ingénierie faisant état de l'activité du prestataire</p> <p>Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature de la convention</p>
Eléments financiers	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données financières (compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la Pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf. 	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données financières (compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la Pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf.

Activité	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données d'activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention, et bénéficiant de la Pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf. 	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années de la convention (en vue de l'élaboration du schéma de développement).	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données d'activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention, et bénéficiant de la Pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf. 	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années de la convention (en vue de l'élaboration du schéma de développement).
----------	---	--	---	--

Justificatifs nécessaires au suivi de l'activité	
Nature de l'élément justifié	
Activité	<p>Production infra-annuelle de documents intermédiaires sur les résultats d'activité au 30 septembre de l'année en cours N, pour les actions concernées par le présent CEJ.</p> <p>Production au 1^{er} semestre N+1 du bilan annuel N de la réalisation des actions prévues au schéma de développement, avec taux d'occupation annuel par structure et calendrier de réalisation des actions, tarifs pratiqués et autorisation d'ouverture pour les structures soumises à cette obligation et non bénéficiaires de prestation de service.</p>

Annexe 5.2 : les prix plafonds

ACCUEIL ENFANCE	prix plafond (en euros)
Accueil collectif* 0-moins de 6 ans	7,22€ / heure enfant
Accueil familial* et parental* 0- moins de 6 ans	7,22€ / heure enfant
Micro crèche* 0- moins de 6 ans	7,22€/ heure enfant
Relais assistants maternels	44 254€ /an et par ETP de fonctionnement
Lieu d'accueil enfants - parents	59,46€ /heure d'ouverture
Ludothèques	20€ /heure d'ouverture
PILOTAGE ENFANCE	
Poste de coordination	48 000€ / ETP
Formations Bafa, Bafd	1 600€ / stagiaire
"Diagnostic initial"	10 000€ / contrat
"Ingénierie"	10 000€/contrat
ACCUEIL JEUNESSE	
Accueil de loisirs vacances été	4€ / heure enfant
Accueil périscolaire	3€ / heure enfant
Séjour vacances été	40€ / journée enfant
Séjour petites vacances	40€ / journée enfant
Camp adolescents	40€ / journée adolescent
Accueil jeunes déclaré Ddjs	4€ / heure jeune
PILOTAGE JEUNESSE	
Poste de coordination	48 000€ / ETP
Formations Bafa, Bafd	1 600€ / stagiaire
"diagnostic initial"	10 000€ / contrat
"Ingénierie"	10 000€/contrat

* Relevant de l'article R.2324-17 du code de la Santé Publique.

Annexe 6 bis : l'évaluation

Le périmètre de l'évaluation recouvre le suivi et l'analyse :

- des actions prévues au contrat : qualité de l'offre de service, capacité d'accueil, prix de revient, taux d'occupation, participation financière du contractant, profil des bénéficiaires, participation financière des familles ;
- des objectifs du contrat ;
- des effets du contrat au regard des besoins repérés sur le territoire : écart entre l'offre et la demande, population couverte, la mise en œuvre des critères de sélectivité sur le territoire de la Caf, service rendu au regard du niveau de satisfaction des parents et, le cas échéant, des jeunes.

Chaque période de contrôle, d'analyse des bilans intermédiaires et de bilan final doit être préalablement fixé.

Niveau	Calendrier de suivi
1 ^{er} niveau : Evaluer la réalisation et le fonctionnement des actions inscrites au contrat	annuel
2 ^{ème} niveau : Evaluer les objectifs du contrat	au terme du contrat
3 ^{ème} niveau : Evaluer les effets du contrat sur le territoire	au terme du contrat

1) Evaluer les engagements du contrat : une démarche à 3 niveaux

1 ^{er} niveau : Evaluer la réalisation et le fonctionnement des actions inscrites au contrat	Le suivi des actions est effectué au moyen d'outils de recueil de données nécessaires au suivi quantitatif des actions (tableaux de bord, grille de suivi, d'observation, etc.) et d'indicateurs de suivi : échéance, nombre de places d'accueil, de services, de postes de coordinateurs créés, taux d'occupation ou de fréquentation, dépense prévisionnelle et réelle, prix de revient, etc.
2 ^{ème} niveau : Evaluer les objectifs du contrat	Deux objectifs : <ul style="list-style-type: none"> • favoriser le développement et améliorer l'offre d'accueil ; • contribuer à l'épanouissement de l'enfant, du jeune et à leur intégration dans la société par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation, pour les plus grands.
3 ^{ème} niveau : Evaluer les effets du contrat sur le territoire	Une finalité : Harmoniser la réponse aux besoins des familles par un soutien institutionnel aux territoires les moins bien servis, dans un souci d'équité territoriale et sociale, et dans la continuité des directives relatives aux critères de sélectivité.

2. Evaluation des effets du contrat sur le territoire

La démarche de contractualisation s'inscrit dans le cadre plus large d'une politique familiale territoriale visant à harmoniser la réponse aux besoins des familles par un soutien institutionnel aux territoires les moins bien servis, dans un souci d'équité territoriale et sociale, et dans la continuité des directives relatives aux critères de sélectivité. Afin d'évaluer les effets de cette politique sur le territoire en fin de contrat, la Caf devra procéder à la réalisation d'investigations visant à :

- Actualiser les données⁴ relatives au contexte local et aux besoins.
Cette analyse porte sur la réactualisation des données de diagnostic, portant notamment sur la population résidant sur le territoire contractuel.
- Mesurer la réponse aux besoins repérés sur le moyen et long terme.
Au terme de cette analyse, le service rendu aux familles par l'offre existante devra être apprécié au regard des besoins et des moyens mobilisés. La répartition de l'offre existante avant contrat peut faire l'objet d'une cartographie précise afin de mettre en évidence le développement de l'offre en fin de période contractuelle.
- Analyser les partenariats existants et développés.

⁴ Données relatives au contexte local et aux besoins

Les données démographiques	Population allocataire / nombre d'enfants d'allocataires de 0 à 5 ans révolus et de 6 à 17 ans révolus / population allocataire de la Mutualité sociale agricole
Les typologies familiales	Nombre de ménages et situation familiale Situation familiale et taille des familles allocataires
L'activité professionnelle	Taux d'activité de la population âgée de 25-49 ans par sexe Répartition de la population par professions et catégories socioprofessionnelles (Pcs) / parents en activité
Le niveau de ressources des familles	Quotients familiaux
L'urbanisme et l'habitat	Dispositifs et projets urbanistiques et d'aménagement du territoire
Les équipements et services	Etablissements scolaires 6-16 ans / équipements sportifs / équipements culturels / services de santé / services administratifs / services s'adressant aux jeunes de plus de 16 ans
La vie économique locale	Zones d'activité